

LIBEREZ LES PRISONNIER.ES

POLITIQUES DE KANAKY

Défenseurs du droit à l'autodétermination de leur peuple

Le **13 mai 2024** a marqué le début d'un nouveau soulèvement du peuple Kanak. Cette révolte fait suite à plusieurs manœuvres de l'État français qui essaie de stopper le processus de décolonisation du territoire de la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) pour poursuivre une politique de colonisation de peuplement, et ce avec le passage en force de la loi sur le dégel du corps électoral provincial.

La CCAT (**Cellule de coordination des actions de terrain**), mise en place par une large coordination indépendantiste avait mené dès novembre 2023, **des manifestations massives et pacifiques** pendant plusieurs mois à travers tout le pays. La CCAT fait aujourd'hui partie du FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste).

La révolte populaire, durement réprimée, a fait une **douzaine de morts Kanak, des centaines de blessé·e·s et plus de 3000 interpellations par les forces de l'ordre avec l'appui de milices racistes et coloniales**. Malgré les appels à la désescalade, la CCAT a été accusée comme responsable de tout ce qui s'est passé à Nouméa.

Pour leur engagement politique en tant que défenseur du respect du droit à l'autodétermination de leur peuple, 13 militant·e·s Kanak de la CCAT ont été mis en examen avec de très lourds chefs d'accusation relevant de la criminalité et de l'association de malfaiteurs. Ils risquent de très lourdes peines. **7 d'entre elles.eux, dont 2 femmes, ont été déporté·e·s dans des conditions inhumaines et en toute illégalité vis à vis du droit international, à 18 000 kilomètres de chez eux, dans la nuit du 23 juin 2024, de Kanaky vers la France.**

Parmi eux Christian Tein - actuel président du FLNKS, Guillaume Vama, Dimitri Qenegei, Steeve Unë et Yewa Waetheane sont toujours incarcérés ; Brenda Wanabo et Frédérique Muliava sous contrôle judiciaire.

Par ailleurs une soixantaine de prisonniers Kanak de droit commun ont aussi été déportés en France vers une quarantaine de prisons, et ce dans la plus grande opacité.

Le Collectif Solidarité Kanaky, avec le soutien de toutes les forces politiques syndicales associatives et culturelles, solidaires du peuple Kanak, exige :

- la libération immédiate de tou·te·s les prisonnier·e·s politiques Kanak, et l'abandon de toutes les charges à leur encontre.
- l'arrêt des déportations, le rapatriement et le rapprochement avec leurs familles de tou·te·s les détenu·e·s qui le souhaitent, et ce à la charge de l'État, revendication portée aussi par le mouvement indépendantiste Kanak.
- Vérité et justice pour toutes les victimes de la répression coloniale.
- La fin de la répression coloniale et de la militarisation du territoire, le départ des troupes françaises de Kanaky.
- L'abrogation définitive du projet de loi sur le dégel du corps électoral.
- Le respect du droit à l'autodétermination et la poursuite du processus de décolonisation jusqu'à l'indépendance et la souveraineté pleine et entière de la Kanaky.

